

Cote du document: REPL.IX/3/R.5
Point de l'ordre du jour: 8
Date: 22 septembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Projet de rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Gary Howe

Chef du secrétariat de la reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2262
courriel: g.howe@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Consultation sur la neuvième reconstitution
des ressources du FIDA – Troisième session
24-25 octobre 2011

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé	iii
I. INTRODUCTION	1
II. UNE VISION POUR L'AGRICULTURE PAYSANNE ET POUR LE FIDA À L'HORIZON 2015	2
A. Le contexte: défis et perspectives de l'agriculture paysanne et du développement rural	2
B. Agenda du renouvellement de l'agriculture paysanne et du développement rural, avec le pilotage du FIDA	3
III. ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE DU FIDA	4
IV. LA GESTION AU SERVICE DES RÉSULTATS ET DE L'EFFICIENCE	7
A. Système de gestion des résultats	7
B. Efficience institutionnelle	7
V. UTILISATION DES RESSOURCES DE FIDA9 POUR LE PROGRAMME DE PRÊTS ET DONS	7
A. Programme de prêts et dons prévu pour FIDA9	7
B. Conditions de prêts et instruments de financement	7
C. Système d'allocation fondé sur la performance	8
D. Application du CSD et financement des dons	8
VI. BESOINS FINANCIERS ET GESTION	8
A. Niveau de la reconstitution	8
B. Entrée en vigueur et calendrier des encaissements	8
C. Autres modalités de financement	8
D. Système de gestion financière	8
VII. EXAMEN À MI-PARCOURS DE FIDA9	8
VIII. SÉLECTION DU PRÉSIDENT DE FIDA10	8
IX. RECOMMANDATIONS	8

Annexes

I. Matrice des engagements de FIDA9	
II. Cadre de mesure des résultats pour FIDA9	
III. Liste des documents soumis à la Consultation et autres documents de référence mis à disposition	
IV. Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA	

Sigles et acronymes

Projet de rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

Résumé

1. ...
2.
3.

Projet de rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

I. INTRODUCTION

1. Conformément à section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) a été lancée par le Conseil des gouverneurs en février 2011 dans le but d'examiner la disponibilité des ressources avant l'expiration de la période couverte par la huitième reconstitution (décembre 2012), et d'assurer la continuité des opérations du Fonds.
2. La Consultation sur FIDA9 s'est tenue en 2011. À la première session, le 21 février 2011, il a été décidé que les délibérations sur la reconstitution procéderaient en quatre temps (première session comprise) et que le plan de travail de la Consultation s'établirait comme suit: Vision stratégique du FIDA à l'horizon 2015; Modèle opérationnel du FIDA pour FIDA9; Programme de prêts et dons pour FIDA9; Besoins et modalités de financement pour FIDA9; la gestion axée sur l'efficacité; Cadre de mesure des résultats pour 2013-2015; Coopération Sud-Sud; et Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA.
3. La Consultation sur FIDA9 est intervenue à un moment crucial pour la croissance de l'économie mondiale et le développement. Dans de nombreux pays en développement, la réalisation de l'Objectif 1 du Millénaire pour le développement (OMD1) demeure extrêmement incertaine et l'aide publique au développement (APD) reste une source vitale de financement du développement. La crise des prix des denrées alimentaires de 2007 et 2008 n'a pas été un phénomène isolé. Les prix de l'alimentation restent instables et ont atteint de nouveaux sommets en 2011, ce qui a eu des conséquences directes et indirectes en termes de pauvreté et de faim et a entraîné tout un cortège de troubles civils et politiques. Qui plus est, beaucoup des plus gros contributeurs du FIDA ont connu des difficultés budgétaires majeures.
4. Le FIDA – institution créée par la communauté internationale pour remédier à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et lutter contre la pauvreté rurale – a au contraire lancé la Consultation sur FIDA9 en tablant sur sa solide capacité à élargir son assistance et à améliorer ses résultats. Il a montré qu'il pouvait très efficacement trouver des solutions face aux défis du développement agricole et rural et attirer des financements, en partenariat avec d'autres institutions internationales, les gouvernements, les petits paysans et, de plus en plus, le secteur privé.
5. Les membres de la Consultation sur FIDA9 ont pu constater que le FIDA continuait d'afficher un haut niveau de performance, de se centrer davantage sur les résultats et d'accroître ses moyens d'action, et lui ont donc réitéré leur appui sans faille. Face à la montée de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde en développement, et sachant que les besoins en financement du FIDA allaient rester élevés, ils ont exhorté le Fonds à consolider ses acquis et à entretenir la dynamique de la réforme et de la modernisation afin d'accroître son efficacité opérationnelle et d'élargir son impact sur le terrain.
6. Le présent rapport présente les conclusions et recommandations formulées par les membres de la Consultation sur FIDA9 au sujet de l'orientation stratégique et des priorités opérationnelles qui guideront l'engagement du FIDA au côté des États membres en développement durant la période couverte par FIDA9 (2013-2015), pour approbation par le Conseil des gouverneurs en février 2012. Il présente pour la période couverte par FIDA9 une matrice des engagements (annexe I) et un cadre de mesure des résultats (annexe II) au regard desquels les progrès du Fonds seront évalués et consignés annuellement dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) ainsi qu'au moment de l'examen à mi-parcours de FIDA9, prévu pour début 2014.

II. UNE VISION POUR L'AGRICULTURE PAYSANNE ET POUR LE FIDA À L'HORIZON 2015

7. Les membres de la Consultation sur FIDA9 ont salué et entériné la Vision stratégique du FIDA à l'horizon 2015, dont ils ont salué la réactivité dans un contexte mondial caractérisé par des changements majeurs et notamment de nouveaux débouchés pour l'agriculture paysanne et la possibilité offerte au FIDA de jouer un rôle plus central au service de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la réduction de la pauvreté dans les zones rurales des pays en développement. Ils ont estimé que la Vision stratégique, ainsi que le Cadre stratégique 2011-2015 qui en découle¹, fixait un cap clair et pertinent qui permettrait au FIDA d'exécuter son mandat plus efficacement et d'accélérer et approfondir son impact en matière de développement.

A. Le contexte: défis et perspectives de l'agriculture paysanne et du développement rural

8. La mission unique du FIDA est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et d'œuvrer pour que les populations rurales, femmes et hommes, se libèrent de la pauvreté. Dans un contexte mondial en pleine évolution, où les populations rurales pauvres se retrouvent face à des perspectives inédites et à de nouveaux défis, le FIDA devra, pour s'acquitter de son mandat, affiner ses stratégies et instruments afin d'avoir un impact plus fort et plus durable.
9. La Vision stratégique du FIDA à l'horizon 2015 et le Cadre stratégique pour 2011-2015 ont été élaborés dans un contexte mondial caractérisé à la fois par des problèmes persistants et par des changements majeurs. Les problèmes sont notamment la persistance d'une pauvreté rurale de masse qui touche près de un milliard de ruraux vivant avec moins de 1,25 USD par jour, et l'incidence élevée de l'insécurité alimentaire et de la faim dans certaines régions. Parmi les changements figurent la diversification des moyens de subsistance en milieu rural, l'accélération de la dégradation des ressources naturelles et du changement climatique, l'importance économique croissante de l'agriculture et l'augmentation de la demande de denrées alimentaires, de biocarburants et d'autres biens et services agricoles, la hausse et l'instabilité accrue des prix alimentaires, et l'accroissement de l'investissement privé dans l'agriculture.
10. Dans ce contexte en pleine évolution, de nombreux facteurs – anciens ou relativement récents – maintiennent les ménages ruraux dans la pauvreté et les privent des moyens nécessaires pour assumer des risques nouveaux et saisir des opportunités inédites, et compromettent la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu rural. Ces facteurs sont un accès insuffisant et aléatoire aux ressources naturelles, surtout pour les femmes rurales, la dégradation des ressources naturelles, le manque de capital humain et de compétences, les carences d'organisation et de moyens collectif, l'accès limité à la technologie et aux services financiers, l'intégration insuffisante dans les marchés et filières agricoles, le manque de possibilités d'emploi satisfaisantes, l'échec des politiques, et la faible représentation des populations rurales dans les organes de concertation.
11. Depuis la flambée des prix des produits alimentaires en 2007-2008, la communauté internationale a lancé d'importantes initiatives visant à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, qui prévoyaient pour la plupart un soutien de l'agriculture paysanne. Parallèlement, le changement climatique et ses conséquences pour l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux suscitent des préoccupations croissantes à l'échelle mondiale. De nombreux pays en développement commencent à accorder un rang de priorité plus élevé à la sécurité alimentaire et à la nutrition, consacrant parfois davantage de ressources budgétaires à l'agriculture. Les perspectives de renforcement de la coopération

¹ EB 2011/102/R.2/Rev.1.

Sud-Sud se sont également améliorées. Le rôle joué par les femmes dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages est de plus en plus mis en avant, de même que la nécessité de promouvoir ce rôle grâce à des investissements ciblés. Ces évolutions laissent espérer que des progrès seront réalisés à l'avenir dans la lutte contre la pauvreté rurale et en faveur de l'agriculture paysanne. Ils augurent bien par ailleurs de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones rurales et au-delà.

B. Agenda du renouvellement de l'agriculture paysanne et du développement rural, avec le pilotage du FIDA

12. Sur cette toile de fond, l'action du FIDA reste concentrée sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres – et sur l'agriculture paysanne en tant que source essentielle de revenus et de nourriture pour de nombreux ménages ruraux pauvres et en tant que moteur de la croissance économique du monde rural. Au fil des années, le FIDA a accumulé une somme d'expériences qui lui confère un avantage exceptionnel dans ces domaines. En collaboration avec ses partenaires, il élabore des projets novateurs et solides qui tiennent compte des difficultés et des priorités recensées par les ruraux pauvres eux-mêmes. Il favorise l'autonomisation des populations rurales pauvres – femmes et hommes –, de leurs organisations et de leurs communautés. Il participe à la concertation sur l'action à mener, en se fondant sur son expérience de terrain. Dans un contexte mondial en mutation, le FIDA tirera parti de cet avantage pour jouer un rôle de premier plan et être un partenaire efficace dans les nouvelles initiatives concernant la réduction de la pauvreté rurale, l'agriculture et la sécurité alimentaire ciblées sur la paysannerie. Il le fera de manière à développer au maximum les avantages qui en découlent pour les ruraux pauvres et s'efforcera d'orienter les politiques, les ressources et les services vers ces populations. Dans ce contexte, la reproduction à plus grande échelle des interventions réussies sera une priorité majeure pour FIDA⁹.
13. Le FIDA sera guidé par une vision dynamique et positive selon laquelle l'agriculture paysanne peut satisfaire la demande croissante de produits alimentaires et autres biens et services agricoles, en générant des revenus et tout un éventail d'autres avantages au profit des populations rurales pauvres. Pour nombre de petits paysans et d'éleveurs, l'agriculture peut être un moyen efficace de sortir de la pauvreté, aujourd'hui ou plus tard. Pour ce faire, d'importants changements doivent intervenir. L'agriculture paysanne doit être tournée vers les marchés pour profiter des débouchés liés à la demande croissante de produits agricoles. Elle doit devenir plus productive et plus soutenable pour pouvoir prospérer dans un environnement pauvre en ressources et en énergie. Elle doit renforcer sa capacité d'adaptation au changement climatique. Enfin, elle doit être bien intégrée à des espaces ruraux dynamiques, dans lesquels l'importance des liens entre milieu urbain et milieu rural va croissant et les activités non agricoles, au sein et autour des filières agricoles, offrent toujours davantage de possibilités d'emploi et entrepreneuriales² à nombre de ruraux pauvres.
14. Le FIDA a un rôle important à jouer dans l'avènement de ces changements. C'est là un constat pleinement confirmé par les membres de la Consultation sur FIDA⁹, qui ont souligné la nécessité de poursuivre les objectifs et principes d'action énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 (tel qu'approuvé par le Conseil d'administration en mai 2011), et qui peuvent être résumés comme suit:

² Dans le présent document, le terme "entreprise" est souvent utilisé pour désigner les activités commerciales auxquelles se livrent les ruraux pauvres en tant que "petits entrepreneurs" ou "microentrepreneurs". Il s'agit de reconnaître le fait que des millions de ruraux pauvres, femmes et hommes, vivent de l'agriculture et de la production d'autres biens et services destinés aux marchés, et que les calculs de marchés et de prix déterminent largement les décisions quant à ces activités. C'est seulement en reconnaissant les besoins et les difficultés de ces petits commerçants et microentrepreneurs et en y répondant que les programmes de développement peuvent aider ces femmes et ces hommes à se libérer durablement de la pauvreté.

Objectifs stratégiques

- renforcer les ressources naturelles et les actifs économiques dont disposent les ruraux pauvres et accroître leur capacité d'adaptation;
- faciliter l'accès aux services en vue de réduire la pauvreté, d'améliorer la nutrition, d'augmenter les revenus et de renforcer la résilience aux chocs;
- améliorer les capacités des ruraux pauvres des deux sexes en tant que producteurs, petits entrepreneurs et travailleurs;
- renforcer la capacité d'influencer les politiques et les institutions; et
- améliorer le cadre politique et institutionnel pour l'agriculture paysanne et des autres secteurs ruraux non agricoles.

Principes d'action

- approche différenciée selon le contexte du pays;
- ciblage favorable aux pauvres;
- appui à l'autonomisation des populations rurales pauvres;
- promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes;
- création de débouchés viables pour les jeunes ruraux;
- innovation, apprentissage et transposition à plus grande échelle des interventions réussies;
- partenariats efficaces et mobilisation des ressources; et
- soutenabilité.

III. ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE DU FIDA

15. Les membres de la Consultation sur FIDA9 ont félicité le FIDA d'avoir réformé en profondeur son modèle opérationnel en prenant des mesures qui ont amélioré de manière tangible sa capacité d'action et l'obtention de résultats en matière de développement. Le FIDA est matériellement mieux préparé pour élargir son programme de prêts et de dons, mobiliser des ressources auprès de ses partenaires de développement – dans le cadre de l'engagement pris par la communauté internationale d'investir davantage dans l'agriculture paysanne et d'augmenter la productivité de ce secteur d'activité – et atteindre une population cible plus large. Parallèlement, les résultats des programmes appuyés par le Fonds se sont nettement améliorés, de sorte que le FIDA est en bonne voie pour atteindre, et dans beaucoup de cas dépasser, les objectifs 2012 fixés pour FIDA8. Ce bilan favorable est confirmé dans ses grandes lignes par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), ainsi que par des tiers tels que le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, la Brookings Institution et le Center for Global Development, qui ont récemment conduit des évaluations de l'efficacité organisationnelle du FIDA.
16. Les membres de la Consultation sur FIDA9 ont souligné l'importance des grands principes régissant l'efficacité de l'aide qui sont à la base du modèle opérationnel du FIDA, à savoir:
 - une volonté d'initiative et d'appropriation de la part des pays lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies, programmes et projets à l'échelle nationale;
 - des partenariats larges, profonds et bien coordonnés avec les gouvernements, les institutions locales, les bénéficiaires, les autres donateurs et le secteur privé;

- une attention rigoureuse à la qualité des projets appuyés par le FIDA, tant au moment de la conception que lors de l'exécution;
 - un suivi systématique et approfondi, l'établissement de rapports sur les résultats et les réalisations de manière à améliorer la qualité et la viabilité à long terme des réalisations et de l'impact des projets.
17. Les membres de la Consultation sur FIDA9 ont été d'avis que le modèle opérationnel mis au point par le FIDA après l'Évaluation externe indépendante conduite en 2005 demeurerait valide et pertinent et confirmait le FIDA dans son rôle de catalyseur de l'investissement au service de l'agriculture paysanne et du développement rural et de moteur de progrès vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté. Les membres ont applaudi et entériné sans réserve les propositions de la direction du FIDA visant à renforcer le modèle opérationnel durant FIDA9 de manière à :
- avoir une approche plus systématique de la transposition à plus grande échelle;
 - renforcer la collaboration avec les partenaires de développement;
 - intensifier la participation du secteur privé aux programmes appuyés par le FIDA;
 - accroître l'efficacité des projets;
 - poursuivre la décentralisation des opérations et des pouvoirs de décision au profit des pays; et
 - renforcer les capacités nationales de suivi et évaluation.
18. Les membres ont par ailleurs vivement insisté sur la nécessité d'adapter le modèle opérationnel du FIDA et son approche concernant la présence dans les pays à la situation et aux besoins particuliers des États fragiles, qui rencontrent les plus grandes difficultés à assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et à lutter contre la pauvreté.
19. **Transposition à plus grande échelle.** S'inspirant des recommandations issues des analyses de ses activités de transposition à plus grande échelle conduites par IOE et la Brookings Institution, le FIDA adoptera une approche systématique pour s'assurer que chaque programme de pays et projet prévoit et intègre cet élément de transposition à plus grande échelle. La démarche nécessitera des partenariats de qualité, car dans tous les cas de figure la montée en régime des projets nécessitera d'autres ressources en sus de celles du FIDA. Il faudra pour ce faire déterminer attentivement les voies à suivre ainsi que les moteurs et les mécanismes institutionnels indispensables pour intensifier durablement l'impact. Les projets de taille relativement modeste peuvent survivre dans des contextes de politiques médiocres, ce qui n'est pas le cas pour les opérations de grande envergure. Par conséquent, le FIDA devra engager des concertations plus poussées et prodiguer des conseils sur la mise en œuvre des politiques et sur le renforcement des capacités nationales et locales de définition des politiques pour l'agriculture et le développement rural. Il devra également mieux mobiliser les savoirs au service de la transposition à plus grande échelle. Les membres de la Consultation ont signalé que les partenariats, associés à un renforcement des activités d'analyse des politiques et de plaidoyer, de gestion des savoirs et d'innovation, étaient essentiels pour mettre en œuvre le programme de transposition à plus grande échelle du FIDA. À cet effet, la direction du FIDA s'est engagée à améliorer son aptitude à l'analyse des politiques et à la concertation, ainsi que sa capacité de gestion des savoirs et d'innovation.
20. **Partenariats.** Le rôle des partenariats prend une nouvelle signification dans le contexte actuel, de sorte que le FIDA doit renforcer sa capacité à conduire des initiatives nationales ou internationales, ou à y contribuer, en faveur de l'agriculture paysanne, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté rurale. Les

membres ont encouragé la direction du FIDA à poursuivre ses efforts visant à améliorer la collaboration et la coordination avec les partenaires internationaux concernés qui interviennent dans le domaine du développement agricole et rural – notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) – afin de garantir une plus grande synergie dans l'exécution des programmes du Fonds et de ses partenaires, et obtenir un impact plus large. Le FIDA explorera également les moyens de renforcer les partenariats avec les parties prenantes nationales, dont la société civile et les organisations de producteurs ruraux. Les grandes lignes de force et les modalités de l'amélioration de la performance du FIDA dans le domaine des partenariats seront définies dans la nouvelle stratégie de partenariat qui sera finalisée d'ici à la fin 2011, et elles seront à leur tour étayées par une approche plus stratégique de l'appui à la coopération Sud-Sud, au service du développement de l'agriculture paysanne.

21. **Secteur privé.** Les membres de la Consultation ont signalé le rôle incitatif déterminant joué par le secteur privé dans le développement agricole et rural, ainsi que la nécessité de s'attacher tout particulièrement à créer des conditions institutionnelles et économiques propices pour que l'investissement privé dans les entreprises rurales agricoles et non agricoles puisse se déployer. Les efforts dans ce sens devraient être centrés sur l'accès des petits paysans et des ruraux pauvres aux marchés et aux filières de manière à accroître les possibilités de sortir de l'agriculture de subsistance pour s'engager dans la voie du développement économique, créer des emplois dans les zones rurales et mieux ancrer l'économie rurale dans le flux de croissance économique au niveau national. Les nouvelles approches seront définies dans la future politique relative à la participation du secteur privé. À cet égard, les membres ont instamment prié la direction du FIDA d'incorporer plus systématiquement les activités relatives aux technologies de l'information et de la communication aux opérations du Fonds, car elles permettent d'améliorer la productivité des petits exploitants et d'encourager les investissements du secteur privé ainsi que la création de nouveaux débouchés en milieu rural.
22. **Efficiences des projets.** Les membres de la Consultation ont exhorté le FIDA à s'assurer que les résultats sont obtenus à un coût raisonnable. Cette exigence sera remplie en partie en augmentant la rentabilité économique des investissements et en partie en mettant en œuvre le programme de transposition à plus grande échelle susmentionné afin d'amplifier les économies d'échelle. Une évaluation approfondie des causes sous-jacentes et des solutions requises pour accélérer le progrès dans cette dimension de performance des projets sera conduite en 2011-2012, à partir de l'évaluation de l'efficacité du FIDA au niveau institutionnel conduite par IOE.
23. **Décentralisation au profit des pays.** Les membres de la Consultation sur FIDA9 ont noté que l'initiative du FIDA concernant la présence dans les pays, lancée officiellement en 2007, avait eu très rapidement un impact positif sur la performance et les résultats des programmes appuyés par le Fonds, ainsi que sur sa capacité à nouer des partenariats et à engager des concertations sur les politiques nationales. Compte tenu du succès de l'initiative et de la nécessité d'en tirer le meilleur parti, les membres de la Consultation ont appuyé sans réserve la poursuite de la décentralisation des fonctions de gestion opérationnelle et des pouvoirs au niveau des pays.
24. **Renforcement des capacités nationales de suivi et évaluation.** Le renforcement des capacités sera appuyé plus systématiquement. Ces systèmes, qui doivent fournir des données de grande qualité aux gouvernements, aux partenaires et au FIDA, sont souvent défectueux. Le FIDA s'emploiera à élargir son effort de renforcement des capacités et développera sa propre capacité d'évaluation de l'impact de manière à mieux baliser son travail de transposition à plus grande échelle et de conseil sur les politiques générales. Le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) sera mis à jour et doté de nouveaux objectifs pour

2015, ce qui nécessitera des ressources supplémentaires à des fins de collecte et d'analyse des données.

25. **États fragiles.** Au cours des dernières années, le FIDA et d'autres donateurs sont devenus toujours plus conscients de la nécessité de travailler plus efficacement dans les pays caractérisés par une situation de fragilité. Dans ces pays, le FIDA continuera de s'adapter en fonction des causes de fragilité propres à chaque pays, en s'efforçant de privilégier le renforcement des capacités en matière institutionnelle et de gouvernance. Il s'emploiera pour ce faire à renforcer les institutions locales, renforcer également les services agricoles et ruraux de base, appuyer la remise en état des infrastructures agricoles et rurales essentielles, et autonomiser les communautés rurales et les institutions locales. Des objectifs de résultats spécifiques à obtenir pour les États fragiles figureront dans le nouveau Cadre de mesure des résultats 2013-2015. Dans la période couverte par FIDA9, les opérations déployées dans les États fragiles seront renforcées par les moyens ci-après:

- une certaine souplesse dans la conception des programmes et projets, l'accent étant résolument mis sur le renforcement des capacités des institutions communautaires et gouvernementales;
- la simplification des objectifs et activités des projets;
- une approche plus systématique de la gestion des risques, y compris la sécurité de la main-d'œuvre; et
- une meilleure capacité d'analyse pour étayer la conception et l'exécution des programmes, en intensifiant notamment la présence dans les pays et la supervision directe.

26. **Coopération Sud-Sud.**

27.

28.

IV. LA GESTION AU SERVICE DES RÉSULTATS ET DE L'EFFICIENCE

A. Système de gestion des résultats

29.

30.

31.

B. Efficience institutionnelle

32.

33.

34.

V. UTILISATION DES RESSOURCES DE FIDA9 POUR LE PROGRAMME DE PRÊTS ET DONS

A. Programme de prêts et dons prévu pour FIDA9

35.

36.

37.

B. Conditions de prêts et instruments de financement

38.

39.

40.

C. Système d'allocation fondé sur la performance

41.

42.

43.

D. Application du CSD et financement des dons

44.

45.

46.

VI. BESOINS FINANCIERS ET GESTION

A. Niveau de la reconstitution

47.

48.

49.

B. Entrée en vigueur et calendrier des encaissements

50.

51.

52.

C. Autres modalités de financement

53.

54.

55.

D. Système de gestion financière

56.

57.

58.

VII. EXAMEN À MI-PAROURS DE FIDA9

59.

60.

61.

VIII. SÉLECTION DU PRÉSIDENT DE FIDA10

62.

63.

64.

IX. RECOMMANDATIONS

65.

66.

Matrice des engagements de FIDA9

Cadre de mesure des résultats pour FIDA9

Liste des documents soumis à la Consultation et autres documents de référence mis à disposition

Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA